

ARRÊTÉ DU MAIRE

TEMPORAIRE

23 / 0893

Permission de voirie Occupation du domaine public Au droit du n° 123 avenue de la République

Réf. 116/CF/ZA

Le Maire de la Ville de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile-de-France,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 02 avril 2023, de **L'ASSOCIATION UN BOUCHON - UNE ESPERANCE** située 123 avenue de la République, d'occuper le domaine public de trois places pour le stationnement d'un camion semi-remorque pour la collecte des bouchons en plastique au droit du n° 123 avenue de la République à Montgeron.

Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers.

ARRÊTE

- Article 1 **L'ASSOCIATION UN BOUCHON - UNE ESPERANCE** est autorisée à occuper le domaine public de trois places au droit du n°123 avenue de la République à Montgeron pour le stationnement d'un camion semi-remorque pour la collecte des bouchons en plastique.
- Article 2 L'occupation est autorisée **le 19 avril 2023 de 13h00 à 17h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le pétitionnaire assurera la neutralisation du stationnement et devra afficher le présent arrêté 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne devra être utilisé pour son affichage. Une signalisation renforcée sera mise en place.
- Article 4 Toutes infractions aux prescriptions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en vigueur. Tout véhicule se trouvant en stationnement dans les périmètres précités sera, le cas échéant, mis en fourrière au frais de son propriétaire.
- Article 5 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
- A Monsieur le Commissaire de Police
 - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Fait à Montgeron, 14 AVR. 2023


Sylvie CARILLON,
Maire de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile-de-France